



9 décembre 2013

## États généraux du féminisme

La Fédération des femmes du Québec organisait, du 14 au 17 novembre, les « États généraux de l'action et l'analyse féministes ». Un exercice ayant pour but d'aligner les actions féministes au Québec pour les 20 prochaines années. Le dernier exercice remontait au début des années 90. Le SSPHQ y a délégué une membre afin de participer aux travaux. Les syndicats sont des acteurs importants des luttes en matière de condition féminine.

À l'ordre du jour, 7 thèmes préalablement identifiés étaient à l'étude :

- Bien-être et santé globale des femmes
- Système économique, travail des femmes et place de l'écologie
- Autodétermination et solidarité avec les femmes autochtones
- Démocratie, rôle de l'État et espaces politiques et médiatiques
- Stéréotypes, représentations et normes sociales
- Inégalités entre les femmes, justice pour toutes et intersection des oppressions
- Féminisme, nationalisme et colonialisme

L'événement a nécessité deux années de préparation. Des tables de discussion, auxquelles ont participé certaines femmes, ont été mises sur pied pour la rédaction du cahier de propositions initiales. Certains enjeux ont fait l'objet de débats plus serrés que d'autres, ainsi la laïcité et la prostitution n'ont pas débouché sur des propositions claires à faire adopter par l'assemblée, mais ont plutôt été mis en suspens dès le début.

Les syndicats se sont surtout intéressés au thème « Démocratie, rôle de l'État et espaces politiques et médiatiques ». Les ateliers et plénières ont permis d'identifier un certain nombre d'enjeux intéressants, tels que développer des alliances avec d'autres mouvements sociaux (écologiste, luttes autochtones, etc.) sur une perspective commune, mais aussi pour susciter l'appui aux perspectives féministes par ces derniers. Également, elles priorisent les médias sociaux afin d'être présentes, de suivre l'évolution des modes de communication et pouvoir réagir à la « violence patriarcale » des médias sociaux et des médias traditionnels. Les femmes ont reconnu que l'espace public constitue un espace de lutte féministe, qu'elles doivent continuer d'investir les espaces de pouvoir formel, comme la politique, et se soutenir mutuellement afin que les femmes, citoyennes à part entière, participent au débat public.

À la sortie de l'événement, le mouvement féministe affichait une apparente unicité, principalement due aux modalités de l'événement. Chaque amendement aux propositions initiales devait être soumis à trois votes, une première fois au 2/3 en sous-plénière, une

deuxième fois à la majorité en plénière, puis une troisième fois au 2/3 en assemblée. Les dissensions ont donc été étouffées rapidement. Il est dommage de constater que les divergences actuelles au sein du mouvement féministe relèvent non pas des idées, mais des positions identitaires des militantes.

En conclusion, l'événement fut fort bien organisé. Les enjeux amenés sont réels et doivent être pris en compte afin de faire progresser la condition féminine. Le travail doit cependant être fait de manière à inclure tous les groupes de femmes, on ne peut favoriser les droits de certaines au détriment de d'autres. Cela irait notamment contre les principes syndicaux.